

Document

La Grande-Bretagne pose ses conditions à une union bancaire

(IReuters)

7 juin 2012

La Grande-Bretagne voudra s'assurer que des garanties sont en place pour protéger son secteur financier si la zone euro décide de créer une union bancaire, a déclaré jeudi le ministre britannique des Finances George Osborne.

Lors d'un entretien sur les ondes de BBC Radio 4, George Osborne a également appelé l'Union monétaire à utiliser son fonds de sauvetage pour recapitaliser les banques espagnoles en difficulté.

"La Grande-Bretagne n'intégrera en aucune façon une union bancaire en zone euro", a-t-il dit. "Je pense que la Grande-Bretagne exigera des garanties s'il devait y avoir une véritable union bancaire".

Le pays est déterminé à protéger les intérêts de sa place financière de la City à Londres, qui participe de façon importante aux revenus fiscaux du gouvernement.

George Osborne a indiqué que la mise en oeuvre d'une garantie des dépôts bancaires dans la zone euro nécessiterait une modification des traités et l'accord de la Grande-Bretagne.

Ces propos interviennent quelques heures avant la rencontre prévue entre le Premier ministre David Cameron et la chancelière allemande Angela Merkel pour discuter de la crise en zone euro.

La Grande-Bretagne est dans une position diplomatique délicate dans ses négociations avec ses partenaires au sein de l'Union européenne. Les conseils de Londres sur la gestion de la crise ne sont pas toujours les bien accueillis alors que le pays ne fait pas partie de la zone euro. Toutefois, l'économie britannique est étroitement liée à ce qui passe dans l'Union monétaire.

"Ce qui est clair est que (...) l'Espagne a besoin de restructurer son système bancaire, ils ont besoin des ressources financières pour cela. La façon dont cela va précisément se faire (...) doit être une question pour le gouvernement espagnol et la zone euro", a déclaré George Osborne.

Le fonds de sauvetage de la zone euro FESF, et son successeur, le MES ont été créés avec la capacité de soutenir le système bancaire, a rappelé le ministre des Finances.

"Donc nous avons besoin d'être sûr que les mécanismes déjà en place peuvent être activés", a-t-il ajouté.

"Les banques ont été un des maillons faibles de toute cette crise et la zone euro a toléré des banques fragiles et sous-capitalisées depuis trop longtemps".